

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 406

Artikel: En filigrane, les droits populaires
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018665>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Paysans, mais déjà fonctionnaires

Malgré sa « déception » face aux décisions plutôt chiches du Conseil fédéral en matière de prix agricoles, la paysannerie officielle continue de préconiser le « oui » à la TVA pour le 12 juin prochain. Refus du poujadisme ? Non, plutôt l'aveu de la profonde dépendance du monde agricole vis-à-vis de la Confédération, grande dispensatrice de subventions. Ainsi, les paysans, qui

rejettent les contributions directes au nom de l'indépendance du chef d'exploitation, montrent qu'ils savent bien la place que leur laisse la société industrielle : celle de fonctionnaires indéfiniment non titularisés.

A titre de rappel, la surface des « terres ouvertes » helvétiques (en hectares, selon les recensements fédéraux des cultures) :

| Années | Céréales panifiables | Céréales fourragères | Colza | Pommes de terre | Betteraves à sucre | Mais d'ensilage | Autres | Total |
|--------|----------------------|----------------------|-------|-----------------|--------------------|-----------------|--------|---------|
| 1939 | 114 733 | 22 173 | 41 | 47 321 | 3 207 | 456 | 21 826 | 209 657 |
| 1945 | 133 920 | 82 586 | 8 514 | 83 572 | 5 559 | 2 370 | 38 728 | 355 249 |
| 1955 | 123 500 | 46 940 | 3 249 | 50 997 | 5 520 | 2 968 | 26 646 | 259 820 |
| 1965 | 125 954 | 47 727 | 6 651 | 37 203 | 8 372 | 5 226 | 17 768 | 248 901 |
| 1969 | 119 445 | 55 940 | 7 305 | 31 528 | 8 520 | 10 457 | 16 783 | 249 978 |
| 1975 | 96 167 | 81 637 | 9 283 | 23 811 | 10 641 | 27 119 | 13 872 | 262 530 |

VAUD

En filigrane, les droits populaires

La réglementation constitutionnelle vaudoise de l'initiative et du référendum était insatisfaisante. Un réexamen s'imposait : le Conseil d'Etat propose donc au Grand Conseil un train de révisions. Tentons d'en discerner la portée ! Le sujet est délicat : il y va somme toute des droits populaires ! Le système actuel vaudois connaît donc l'initiative et le référendum. Le référendum — caractérisé, et par le court délai dans lequel les citoyens (12 000, rappelons-le) doivent le demander, et par l'effet suspensif qu'il a sur l'acte qu'il vise — tend à l'abrogation d'une décision parlementaire. Le droit vaudois, contrairement au droit fédéral, le limite aux lois et décrets qui entraînent une dépense extrabudgétaire. L'initiative elle, qui peut être proposée en tout temps, tend à la modification, à l'adoption ou à l'abrogation d'une loi ou d'un décret.

On voit que le système du canton de Vaud, qui

lui est particulier, diffère en ceci des règles ordinaires, illustrées par exemple par le droit fédéral, qu'il n'existe pas à proprement parler de référendum législatif : sous réserve des dépenses extra-budgétaires, les lois ou les décrets votés par le Grand Conseil entrent immédiatement en vigueur; si une initiative aboutit qui en demande l'abrogation, l'acte parlementaire reste en vigueur jusqu'au scrutin. Et l'électeur devra voter « oui » s'il rejette l'acte (en droit fédéral : « non ») et « non » s'il accepte...

Le régime proposé par le Conseil d'Etat renonce à l'originalité du droit vaudois pour l'aligner sur le système ordinaire.

Elargissement du référendum

Tout d'abord, il introduit le référendum contre toute loi ou décret, référendum facultatif qui doit être demandé par 12 000 citoyens dans un délai de quarante jours dès la publication de l'acte parlementaire attaqué (l'acte en question ne peut entrer en vigueur avant cette échéance). Echappent au référendum les décrets portant sur la

grâce, les naturalisations, le budget, les dépenses « liées », et ce pour des raisons évidentes : grâces et naturalisations sont des actes qui visent des personnes déterminées, et n'ont aucun caractère législatif; les dépenses « liées » ont (ou avaient) pu être soumises au peuple par un référendum dirigé contre la loi ou le décret qui les a prévues; le budget enfin, acte complexe concernant en même temps et dans tous ses aspects le ménage de l'Etat, ne peut être l'objet d'un vote populaire : il serait impossible de savoir quelle(s) dépense(s) les citoyens ont voulu rejeter ou accepter.

Le projet du Conseil d'Etat étend donc le champ d'application du référendum qui n'est aujourd'hui que financier.

Au contraire, il restreint celui de l'initiative : alors que dans le régime actuel l'élaboration, l'adoption, la modification ou l'abrogation d'une loi ou d'un décret peuvent être demandées, cela ne sera plus possible qu'à l'égard des lois si le Grand Conseil suit le gouvernement.

Pour se prononcer sur l'atteinte portée aux droits populaires par la soustraction des décrets à l'initiative, il faut prendre en considération, à côté d'autres arguments d'importance secondaire, deux points :

— les décrets seraient soumis au référendum; ils n'échapperait donc pas à la sanction populaire; cependant, celle-ci devrait être demandée sitôt après l'adoption par le Grand Conseil;

— l'initiative abrogatoire d'un décret n'a, dans la plupart des cas, que peu de sens : décidé pour être exécuté dans un laps de temps déterminé (puisque il est ainsi défini), un décret ne pourrait, dans les faits, plus être abrogé, tout simplement parce qu'il aurait déjà déployé ses effets...

Une dernière note. La proposition du Conseil d'Etat précise que toute initiative populaire doit être soumise au vote dans les deux ans suivant son dépôt, délai que le Grand Conseil peut prolonger, au plus, de deux ans.

Les réformes soumises au Grand Conseil ne sont pas fondamentales. Elles ont, pratiquement, une importance beaucoup moins considérable que

celles auxquelles a procédé, dans le même domaine, la Confédération. Elles clarifient une situation que la juxtaposition avec les institutions fédérales, homonymes mais quelque peu différentes, compliquait. Restreignant, mais sans grande portée pratique l'initiative, elles étendent le référendum; et cette extension elle-même est minime puisque dans sa fonction le référendum est équivalent à l'initiative abrogatoire, si ce n'est qu'il empêche que la loi ou le décret entre en vigueur avant l'échéance du délai de quarante jours ou l'acceptation par le peuple...

On le voit : à l'aune des droits populaires, pas de quoi fouetter un chat ! Restent les susceptibilités vaudoises : renoncera-t-on à des institutions typiquement vaudoises ?

Zurich à l'œil

Robert Treichler vient de publier une brochure dont nous ne connaissons l'équivalent qu'à l'étranger « Zürich — gratis von A bis Z » (Regenbogen-Verlag, Zürich). En suivant l'alphabet on découvre comment se faire enterrer gratuitement, avec au surplus un morceau joué gratuitement à l'orgue si l'on est protestant, dans quelle bibliothèque on peut emprunter gratuitement des livres, les locaux pour la jeunesse sans obligation de consommer, les journaux distribués gratuitement, les moyens de boire un verre sans payer, la documentation mise à disposition sans frais, les institutions donnant des conseils dans tous les domaines possibles et imaginables, le moyen de passer gratuitement la nuit dans les cabines téléphoniques du passage souterrain de la gare, qui est chauffé en hiver. En bref, plus de 300 mots-clés sur 128 pages.

Qui se lancera dans l'édition d'un guide semblable en Suisse romande ? C'est pas toujours sérieux, mais ça peut rendre service.

POINT DE VUE

Baby boom-boom

J'ai lu, en quelques endroits, que certains hauts dignitaires du régime s'inquiétaient de la chute de la natalité dans le pays. Tiens ! comme c'est curieux !

Si j'ai bien compris leurs déclarations, c'est bien moins la dénatalité qui les inquiète *que les menaces qu'elle fait peser sur notre système économique*.

Tiens ! les princes qui croient nous gouverner se rendraient-ils enfin compte de l'incroyable fragilité, de la dangereuse inconsistance de ce peccameux système appelé « assurances sociales » ? Leurs dévoués serviteurs auraient-ils enfin appris à se servir d'une règle à calcul ? Se seraient-ils enfin à regarder plus loin que le bord de leur bureau ?

Les démographes — qui ont si longtemps calculé dans le désert — reprennent du poil de la bête. Tant mieux. Et voilà tout à coup que viennent pleurnicher et gémir ceux qui, depuis dix ou quinze ans, se bouchent le nez, les yeux et les oreilles devant des évidences !

L'armée s'agitte ! Tiens ! J'ai regardé de près les courbes : la production de chair à canon ne cesse de diminuer et rien n'indique que le mouvement s'inversera avant un bout de temps — s'il s'inverse jamais.

* * *

Ah ! je les vois venir, nos princes et nostraîneurs de sabre. Ils vont demander, en prenant des airs graves, qu'on pousse à la production d'enfants. Je dis bien la production, car ce qui les intéresse, c'est la survie du système, c'est la quantité, c'est le nombre de contribuables et de cotisants ! La qualité ? S'en soucient comme d'une guigne. Il n'y a qu'à voir les bâtiments locatifs clapiers construits depuis vingt ans pour comprendre.

Allez, bonne gens, faites des mômes, il faut sauver l'AVS ! Faites des mômes si vous ne voulez pas que notre société industrielle chérie succombe sous le poids des petits nègres et des petits Chinois !

* * *

Voilà, nous en sommes là : la logique industrielle, la logique de la civilisation de puissance veut planifier la démographie. Mais c'est inutile. Elle n'y parviendra pas. Jamais. Dieu merci. Des gens, porteurs de chemises brunes ou noires, ont déjà essayé... Les sociétés industrielles sont en train de couler et ce n'est pas en faisant plus d'enfants qu'on parviendra à écoper plus vite. C'est en faisant plus d'enfants *dans d'autres conditions* que celles imposées par la paranoïa de la consommation.

Même avec neuf femmes, on ne fait pas un enfant en un mois — dit un proverbe de je ne sais où. C'est pourtant ce que croyaient et que continuent de croire les politiciens et les technocrates, dans leur indécroitable vanité et leur sinistre ignorance.

Pour faire un moutard, il faut vingt ans, beaucoup de soin et de patience.

Il faut du temps. Du temps.

Dans une société où le « tout, tout de suite » est vertu cardinale, il ne peut pas y avoir d'enfants. Peut pas y avoir d'enfants dans des immeubles prévus pour durer dix ans.

MM. Bonnard et Hürlimann, vous voulez plus de gosses ? D'accord. On va commencer par fusiller une bonne douzaine d'architectes. Histoire de leur apprendre à construire des maisons qui soient autre chose que des clapiers dégueulasses ou même des lapins ne se reproduiraient pas.

Gil Stauffer